



Conseil économique et social

Distr. générale
20 février 2012
Français
Original: anglais

Comité des droits économiques, sociaux et culturels

Quarante-huitième session

Genève, 30 avril-18 mai 2012

Point 1 de l'ordre du jour provisoire

Ordre du jour provisoire annoté

Note du Secrétaire général

1. La quarante-huitième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, créée conformément à la résolution 1985/17 du Conseil économique et social, se tiendra du 30 avril au 18 mai 2012, à l'Office des Nations Unies à Genève (Palais Wilson). La première séance s'ouvrira le 30 avril 2012 à 10 heures.
2. L'ordre du jour provisoire de la quarante-huitième session du Comité et les annotations y relatives figurant ci-après ont été établis par le Secrétaire général, conformément à l'article 4 du Règlement intérieur du Comité.
3. L'attention des États parties est appelée en particulier sur les annotations au point 6, où sont énumérés les rapports dont le Comité sera saisi à sa quarante-huitième session et à ses sessions ultérieures.

Ordre du jour provisoire

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Organisation des travaux.
3. Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.
4. Suite donnée à l'examen des rapports soumis conformément aux articles 16 et 17 du Pacte.
5. Relations avec les organismes des Nations Unies et les autres organes conventionnels.
6. Examen des rapports:
 - a) Rapports soumis par les États parties conformément aux articles 16 et 17 du Pacte;
 - b) Rapports soumis par les institutions spécialisées conformément à l'article 18 du Pacte.
7. Présentation de rapports par les États parties conformément aux articles 16 et 17 du Pacte.
8. Formulation de suggestions et de recommandations de caractère général fondées sur l'examen des rapports soumis par les États parties au Pacte et par les institutions spécialisées.
9. Questions diverses.

Annotations

1. Adoption de l'ordre du jour

Aux termes de l'article 5 du Règlement intérieur du Comité, l'adoption de l'ordre du jour constitue le premier point de l'ordre du jour d'une session, sauf dans le cas où les membres du Bureau doivent être élus conformément à l'article 14. Aux termes de l'article 6 du Règlement intérieur, le Comité peut réviser l'ordre du jour au cours d'une session et, s'il y a lieu, ajouter, supprimer ou ajourner des points.

2. Organisation des travaux

Conformément à l'article 8 de son règlement intérieur, le Comité examine au début de chaque session les questions d'organisation appropriées, y compris le calendrier de ses réunions. À cet égard, l'attention est appelée sur le programme de travail provisoire pour la session, contenu dans le présent document et élaboré par le Secrétaire général en consultation avec le Président du Comité et conformément à l'usage établi.

3. Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

Conformément à l'article 65 de son règlement intérieur, le Comité peut rédiger des observations générales fondées sur les différents articles et dispositions du Pacte en vue d'aider les États parties à s'acquitter des obligations qui leur incombent en matière d'établissement de rapports. Le Comité a décidé à sa quatorzième session (28 avril-17 mai 1996) qu'à partir de sa quinzième session, les discussions concernant la mise en œuvre du Pacte (journées de débat général, examen et adoption d'observations générales, méthodes de travail, documents soumis par des ONG, etc.) se dérouleraient au titre de ce point de l'ordre du jour. À la présente session, le Comité continuera de débattre du projet d'observation générale sur le droit à la santé sexuelle et procréative et poursuivra le débat sur l'élaboration d'une observation générale sur le droit à des conditions de travail justes et favorables. Il poursuivra aussi ses délibérations sur le paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte en vue de la formulation éventuelle d'une déclaration à ce sujet.

Pendant la session, le Comité examinera également en deuxième lecture le projet de règlement intérieur concernant le Protocole facultatif se rapportant au Pacte et examinera d'autres méthodes de travail, qui ont trait notamment à l'organisation du dialogue avec les délégations des États parties lorsque deux séances, au lieu de trois, y sont consacrées.

4. Suite donnée à l'examen des rapports soumis conformément aux articles 16 et 17 du Pacte

À ses précédentes sessions, le Comité a systématiquement abordé la question du suivi. À la présente session, en fonction du temps disponible, il examinera les conclusions de la réunion intercomités tenue en juin 2011, qui était axée essentiellement sur une approche plus structurée et harmonisée du suivi de l'ensemble des organes conventionnels.

5. Relations avec les organismes des Nations Unies et les autres organes conventionnels

Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité examinera, comme il le lui a été demandé, les questions découlant de la réunion intercomités tenue du 27 au 29 juin 2011 et de la réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, tenue du 30 juin au 1^{er} juil. 2011. Les documents relatifs à ces deux réunions sont actuellement mis à la disposition des membres du Comité. Les membres seront par ailleurs informés des activités entreprises par d'autres organes conventionnels qui ont trait à leurs travaux.

6. Examen des rapports

a) Rapports soumis par les États parties conformément aux articles 16 et 17 du Pacte

En application du paragraphe 2 de l'article 61 de son règlement intérieur, le Comité examine normalement les rapports soumis par les États parties en vertu de l'article 16 du Pacte dans l'ordre dans lequel ils ont été reçus par le Secrétaire général. Les représentants des États parties qui soumettent un rapport ont le droit d'assister aux séances du Comité consacrées à l'examen dudit rapport; ils doivent être en mesure de faire des déclarations sur les rapports soumis par leur gouvernement et de répondre aux questions que peuvent leur poser les membres du Comité.

En application du paragraphe 2 de l'article 62 du Règlement intérieur du Comité, le Secrétaire général a, par des notes verbales datées de déc. 2011, notifié aux États parties la date d'ouverture et la durée de la quarante-huitième session du Comité et les a invités à envoyer des représentants pour assister aux séances du Comité au cours desquelles leur rapport devrait être examiné. Le Secrétaire général a, en consultation avec le Président du Comité, établi le calendrier provisoire d'examen de ces rapports.

Au 16 janv. 2012, le Secrétaire général avait reçu les 46 rapports énumérés ci-après, qui étaient en attente d'examen par le Comité. Les rapports des États parties qui doivent être examinés aux quarante-huitième (avril-mai 2012) et quarante-neuvième (nov. 2012) sessions du Comité sont signalés comme tels dans la dernière colonne des tableaux ci-après. Les rapports qui seront examinés à des sessions ultérieures du Comité sont les cinq à sept rapports que le Comité a reçus ensuite. Ils seront examinés dans l'ordre chronologique dans lequel ils lui sont parvenus. Le calendrier de leur examen par le Comité à sa quarante-neuvième session et à ses sessions ultérieures est soumis à son approbation.

Les tableaux ci-après n'incluent pas les États parties qui ont été priés de soumettre un rapport dans un certain délai, faute de quoi le Comité entreprendrait d'examiner la situation des droits économiques, sociaux et culturels sur leur territoire, même en l'absence de rapport.

<i>Rapports initiaux</i>	<i>Cote</i>	<i>Reçu le</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Examen prévu pour</i>
1. Djibouti (rapport initial et deuxième rapport périodique)	E/C.12/DJI/1-2	21 juil. 2010	30 juin 2009	
2. Éthiopie (rapport initial à troisième rapport périodique)	E/C.12/ETH/1-3	28 juil. 2009	30 juin 1995 30 juin 2000 30 juin 2005	Quarante-huitième session, avril/mai 2012
3. Gabon	E/C.12/GAB/1	26 oct. 2011	30 juin 1990	
4. Indonésie	E/C.12/IDN/1	20 janv. 2012	22 mai 2007	
5. Mauritanie	E/C.12/MRT/1	20 août 2009	30 juin 2007	Quarante-neuvième session, nov. 2012
6. Monténégro	E/C.12/MNE/1	26 déc. 2011	30 juin 2008	
7. Togo	E/C.12/TGO/1	26 janv. 2010	30 juin 1990	
8. République-Unie de Tanzanie (rapport initial à troisième rapport périodique)	E/C.12/TZA/1-3	25 août 2009	30 juin 1990 30 juin 1995 30 juin 2000	Quarante-neuvième session, nov. 2012
<i>Deuxièmes rapports périodiques</i>	<i>Cote</i>	<i>Reçu le</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Examen prévu pour</i>
9. Albanie (deuxième et troisième rapports périodiques)	E/C.12/ALB/2-3	9 avril 2010	30 juin 2009 30 juin 2014	
10. Arménie	E/C.12/ARM/2	8 juil. 2011	30 juin 2000	
11. Bosnie-Herzégovine	E/C.12/BIH/2	9 août 2010	30 juin 2010	
12. Chine (deuxième rapport périodique)	E/C.12/CHN/2	30 juin 2010	30 juin 2010	
Hong Kong (troisième rapport périodique)	E/C.12/CHN-HKG/3			

<i>Deuxièmes rapports périodiques</i>	<i>Cote</i>	<i>Reçu le</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Examen prévu pour</i>
Macao (deuxième rapport périodique)	E/C.12/CHN-MAC/2			
13. République tchèque	E/C.12/CZE/2	30 nov. 2010	30 juin 2007	
14. Iran (République islamique d')	E/C.12/IRN/2	3 nov. 2009	30 juin 1995	
15. Koweït	E/C.12/KWT/2	31 mars 2010	30 juin 2009	
16. Lituanie	E/C.12/LTU/2	1 ^{er} févr. 2010	30 juin 2009	
17. Monaco (deuxième et troisième rapports périodiques)	E/C.12/MCO/2-3	26 mai 2011	30 juin 2009	
18. Pérou (deuxième à quatrième rapports périodiques)	E/C.12/PER/2-4	26 mai 2009	30 juin 1995 30 juin 2000 30 juin 2005	Quarante-huitième session, avril/mai 2012
19. Rwanda (deuxième à quatrième rapports périodiques)	E/C.12/RWA/2-4	20 janv. 2010	30 juin 1990 30 juin 1995 30 juin 2000	
20. Serbie	E/C.12/SRB/2	24 mars 2011	30 juin 2010	
21. Slovaquie	E/C.12/SVK/2	25 juin 2009	30 juin 2007	Quarante-huitième session, avril/mai 2012
22. Slovénie	E/C.12/SVN/2	22 juin 2011	30 juin 2010	
23. Tadjikistan (deuxième et troisième rapports périodiques)	E/C.12/TJK/2-3	22 sept. 2011	30 juin 2011	
24. Ouzbékistan	E/C.12/UZB/2	2 juil. 2010	30 juin 2010	
25. Viet Nam (deuxième à quatrième rapports périodiques)	E/C.12/VNM/2-4	15 sept. 2011	30 juin 1995 30 juin 2000 30 juin 2005	
<i>Troisièmes rapports périodiques</i>	<i>Cote</i>	<i>Reçu le</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Examen prévu pour</i>
26. Azerbaïdjan	E/C.12/AZE/3	29 sept. 2009	30 juin 2009	
27. Équateur	E/C.12/ECU/3	8 sept. 2009	30 juin 2009	Quarante-neuvième session, nov. 2012
28. El Salvador (troisième à cinquième rapports périodiques)	E/C.12/SLV/3-5	5 janv. 2011	30 juin 2010	
29. Guatemala	E/C.12/GTM/3	16 déc. 2011	30 juin 2008	
30. Jamaïque (troisième et quatrième rapports périodiques)	E/C.12/JAM/3-4	6 janv. 2010	30 juin 2003 30 juin 2008	
31. Japon	E/C.12/JPN/3	22 déc. 2009	30 juin 2006	
32. Népal	E/C.12/NPL/3	12 juil. 2011	30 juin 2011	
33. Nouvelle-Zélande	E/C.12/NZL/3	15 mai 2009	30 juin 2008	Quarante-huitième session, avril/mai 2012

<i>Troisièmes rapports périodiques</i>	<i>Cote</i>	<i>Reçu le</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Examen prévu pour</i>
34. Roumanie (troisième à cinquième rapports périodiques)	E/C.12/ROU/3-5	15 nov. 2011	30 juin 1994 30 juin 1999 30 juin 2004	
<i>Quatrièmes rapports périodiques</i>	<i>Cote</i>	<i>Reçu le</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Examen prévu pour</i>
35. Autriche	E/C.12/AUT/4	28 juil. 2010	30 juin 2010	
36. Bélarus (quatrième à sixième rapports périodiques)	E/C.12/BLR/4-6	19 nov. 2010	30 juin 2009	
37. Belgique	E/C.12/BEL/4	9 juil. 2010	30 juin 2010	
38. Bulgarie (quatrième et cinquième rapports périodiques)	E/C.12/BGR/4-5	31 juil. 2009	30 juin 1999 30 juin 2004	Quarante-neuvième session, nov. 2012
39. Islande	E/C.12/ISL/4	19 janv. 2010	30 juin 2008	Quarante-neuvième session, nov. 2012
40. Paraguay	E/C.12/PRY/4	6 oct. 2011	30 juin 2011	
41. Portugal	E/C.12/PRT/4	31 janv. 2011	30 juin 2005	
<i>Cinquièmes rapports périodiques</i>	<i>Cote</i>	<i>Reçu le</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Examen prévu pour</i>
42. Danemark	E/C.12/DNK/5	25 janv. 2010	30 juin 2009	
43. Norvège	E/C.12/NOR/5	28 juin 2010	30 juin 2010	
44. Espagne	E/C.12/ESP/5	30 juin 2010	30 juin 2009	Quarante-huitième session, avril/mai 2012
<i>Sixièmes rapports périodiques</i>	<i>Cote</i>	<i>Reçu le</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Examen prévu pour</i>
45. Finlande	E/C.12/FIN/6	15 juil. 2011	30 juin 2010	
46. Ukraine	E/C.12/UKR/6	21 juin 2011	30 juin 2011	

b) Rapports soumis par les institutions spécialisées conformément à l'article 18 du Pacte

Conformément à l'article 67 de son règlement intérieur, le Comité a pour tâche d'examiner les rapports soumis par les institutions spécialisées en application de l'article 18 du Pacte.

En vertu de l'article 68 du Règlement intérieur, les représentants des institutions spécialisées intéressées peuvent faire des déclarations sur des questions liées au domaine de compétence de leur organisation. Le Secrétaire général a invité les institutions spécialisées, les organismes des Nations Unies et les institutions financières ci-après à se faire représenter aux séances du Comité: Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation

mondiale de la santé (OMS), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale et Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le Comité sera saisi, en temps voulu, de tout rapport reçu des institutions spécialisées en application de l'article 18 du Pacte.

7. Présentation de rapports par les États parties conformément aux articles 16 et 17 du Pacte

Conformément au paragraphe 1 de l'article 59 de son règlement intérieur, le Comité examine à chaque session la situation en ce qui concerne les rapports à soumettre en application des articles 16 et 17 du Pacte et peut formuler des recommandations appropriées dans son rapport au Conseil, y compris des recommandations tendant à ce que le Secrétaire général envoie des rappels aux États parties qui n'ont pas encore fait parvenir leurs rapports. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité sera saisi du document ci-après:

Note du Secrétaire général sur les États parties au Pacte et l'état de la présentation des rapports (E/C.12/48/2).

8. Formulation de suggestions et de recommandations de caractère général fondées sur l'examen des rapports soumis par les États parties au Pacte et par les institutions spécialisées

Conformément à l'article 64 de son règlement intérieur, le Comité voudra peut-être formuler des suggestions et des recommandations de caractère général fondées sur l'examen qu'il aura fait des rapports présentés par les États parties et des rapports présentés par les institutions spécialisées, afin d'aider le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités, notamment celles qui découlent des articles 21 et 22 du Pacte. Le Comité jugera peut-être bon également de soumettre au Conseil, pour examen, des suggestions concernant les articles 19, 22 et 23 du Pacte.

9. Questions diverses

À sa vingt et unième session (1999), le Comité a décidé d'inscrire à son ordre du jour un point permanent intitulé «Questions diverses», au titre duquel il pourrait examiner toute question sortant du champ des autres points permanents de l'ordre du jour.

**Programme de travail provisoire de la quarante-huitième session
du Comité des droits économiques, sociaux et culturels
(30 avril-18 mai 2012)**

Première semaine: 30 avril-4 mai 2012

Lundi 30 avril

1 ^{re} séance	(publique)	<i>Point 1</i>	Adoption de l'ordre du jour
		<i>Point 2</i>	Organisation des travaux
		<i>Point 7</i>	Présentation de rapports par les États parties conformément aux articles 16 et 17 du Pacte
	(privée)	<i>Point 9</i>	Questions diverses
2 ^e séance	(privée)	<i>Point 5</i>	Relations avec les organismes des Nations Unies et les autres organes conventionnels
		<i>Point 3</i>	Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels: documents soumis par des ONG

Mardi 1^{er} mai

3 ^e séance	(publique)	<i>Point 6</i>	Examen des rapports: Slovaquie
4 ^e séance	(publique)	<i>Point 6</i>	Examen des rapports: Slovaquie (<i>suite</i>)

Mercredi 2 mai

5 ^e séance	(publique)	<i>Point 6</i>	Examen des rapports: Slovaquie (<i>suite</i>)
6 ^e séance	(publique)	<i>Point 6</i>	Examen des rapports: Pérou

Jeudi 3 mai

7 ^e séance	(publique)	<i>Point 6</i>	Examen des rapports: Pérou (<i>suite</i>)
8 ^e séance	(publique)	<i>Point 6</i>	Examen des rapports: Pérou (<i>suite</i>)

Vendredi 4 mai

9 ^e séance	(publique)	<i>Point 6</i>	Examen des rapports: Nouvelle-Zélande
10 ^e séance	(publique)	<i>Point 6</i>	Examen des rapports: Nouvelle-Zélande (<i>suite</i>)

Deuxième semaine: 7-11 mai 2012**Lundi 7 mai**

11^e séance (publique) *Point 6* Examen des rapports: Nouvelle-Zélande (*suite*)

12^e séance (publique) *Point 6* Examen des rapports: Espagne

Mardi 8 mai

13^e séance (publique) *Point 6* Examen des rapports: Espagne (*suite*)

14^e séance (publique) *Point 6* Examen des rapports: Espagne (*suite*)

Mercredi 9 mai

15^e séance (publique) *Point 6* Examen des rapports: Éthiopie

16^e séance (publique) *Point 6* Examen des rapports: Éthiopie (*suite*)

Jeudi 10 mai

17^e séance (publique) *Point 6* Examen des rapports: Éthiopie (*suite*)

18^e séance (privée) *Point 3* Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

Vendredi 11 mai

19^e séance (privée) *Point 3* Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

20^e séance (privée) *Point 3* Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

Troisième semaine: 14-18 mai 2012**Lundi 14 mai**

21^e séance (privée) *Point 3* Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

22^e séance (privée) *Point 3* Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

Mardi 15 mai

23^e séance (privée) *Point 3* Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

(privée) *Point 6* Examen des rapports: adoption des observations finales

24^e séance (privée) *Point 6* Examen des rapports: adoption des observations finales

Mercredi 16 mai

25^e séance (privée) *Point 6* Examen des rapports: adoption des observations finales

26^e séance (privée) *Point 6* Examen des rapports: adoption des observations finales

Jeudi 17 mai

Jour férié. Aucune réunion n'est prévue

Vendredi 18 mai

27^e séance (privée) *Point 6* Examen des rapports: adoption des observations finales

Point 3 Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

Point 4 Suite donnée à l'examen des rapports soumis conformément aux articles 16 et 17 du Pacte

Point 8 Formulation de suggestions et de recommandations générales

Point 9 Questions diverses

28^e séance (privée) *Point 9* Questions diverses

(publique) Clôture de la session
